

Christian SAUTTER

OPÉRER LA MALFORMATION DE L'EURO

21 janvier 2012

Dans la Salle des Gardes de l'Hôtel de Ville de Paris est présentée une très émouvante exposition sur « Le rire médecin ». Des photos montrent des clowns (ils sont 60) qui vont dans les hôpitaux, deux jours par semaine, pour distraire les enfants gravement malades. Derrière le nez rouge de ces hommes et femmes, il y a un cœur et aussi une intelligence, puisque ces joyeux personnages aident le personnel médical à mieux comprendre les progrès ou les reculs de la maladie. Vous n'oublierez pas les regards pétillants de ces enfants, graves et lucides.

Dans les salles de cinéma est projeté « Duch, le maître des forges de l'enfer », le film qu'un valeureux réalisateur cambodgien, Rithy Panh, a consacré au pire tortionnaire du génocide des Khmers rouges. Duch a dirigé le centre S21 (sur lequel Rithy a réalisé un autre film admirable) où des milliers de citoyens, d'intellectuels, de « n'importe qui » ont été systématiquement torturés et mis à mort. Catherine et moi avons visité cet ancien lycée français de PhnomPenh, reconverti en usine de mort. Duch, cet homme, ordinaire d'apparence comme l'étaient les bourreaux des camps de concentration nazis, déroule dans un monologue insoutenable les explications habituelles de l'obéissance aux ordres (il fallait bien quelqu'un pour faire le sale boulot), d'un caractère aimant le travail bien fait, de la confiance dans le pardon divin (grâce à une conversion tardive mais bien opportune). Il cite Vigny en français : « la longue et lourde tâche » de « La mort du loup ». Il est parfaitement odieux de constater qu'au fin fond d'un homme éduqué peut se cacher un talent monstrueux pour le massacre de ses semblables.

Ayant frôlé les extrêmes de la bonté et de la cruauté, il est difficile de réfléchir aux bobos de l'euro qui ne sont que les tourments peu dramatiques de sociétés démocratiques et plutôt en bonne santé. Mais, en politique, les extrêmes relèvent la tête, tant à droite qu'à gauche, unis dans la proposition de sortir de ce carcan européen. Et il faut bien reconnaître que l'euro est malade : il présente des symptômes de langueur et de fièvre et de nombreux médecins de l'école libérale se penchent à son chevet pour prescrire une saignée énergique des dépenses des États.

Jean Pisani-Ferry est un bon docteur à l'ancienne qui n'a pas d'idée préconçue avant d'ausculter le patient, qui ne s'enferme pas dans un jargon abscons et qui cherche à guérir plutôt qu'à affaiblir davantage. Son livre « Le réveil des démons, la crise de l'euro et comment nous en sortir » (Fayard, 2011) donne au lecteur qui ne sort pas d'Harvard ou de Dauphine la délicieuse impression de comprendre le diagnostic et le traitement proposés.

Commençons par le diagnostic. Les Européens ont inventé durant les années 1990 « la dernière utopie du siècle », une monnaie sans État. Et cela a fort bien fonctionné pendant dix ans. Les citoyens se sont bien habitués aux nouveaux billets. Les entreprises et les familles, les banques et les États ont pu emprunter à des taux d'intérêt faibles, inspirés des taux traditionnellement vertueux de l'Allemagne. L'obsession de « la contrainte extérieure », autrement dit le suivi, au mois le mois, du déficit commercial, a disparu. Candide était le héros du moment, où tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Trois tempêtes ont frappé les pays de l'Euro, en ordre dispersé. La première, financière, est venue en 2007-2008 d'outre-Atlantique : la crise des « subprimes » a failli mettre à bas les banques d'Amérique et d'Europe. Avec ses collègues et l'appui des États qui se sont endettés pour sauver les banques de leur pays, la Banque centrale européenne a éteint l'incendie. Pour contrer la dépression de la demande qui a suivi le grand plongeon financier, les États ont encore accru leur endettement. « En 2008, les États ont sauvé les financiers. En 2011, les financiers mettent les États à genoux. Le raccourci est exact. Il est profondément choquant. Mais il ne fournit pas un guide pour l'action », nous dit Jean Pisani-Ferry.

Deuxième tempête : certains ont profité de la permissivité de l'euro pour accumuler des pyramides de dette privée, surtout dans l'immobilier, qui se sont effondrées subitement. L'Espagne en est un exemple éclatant.

Troisième tempête : les performances économiques ont divergé. Après le choc de la réunification qui lui a coûté très cher (4% du PIB transférés chaque année de l'ex-Ouest vers l'ex-Est), l'Allemagne a « réinventé son industrie » et formidablement renforcé sa capacité concurrentielle au sein de la zone euro d'abord et vis-à-vis des pays émergents ensuite. Elle est la seule de l'Euroland à s'être engagée dans cette révolution silencieuse.

Faute de la moindre discipline collective, l'euro a permis aux tempéraments de cigales et de fourmis de s'épanouir et a accentué les différences entre pays membres plutôt que favorisé les convergences. Faute d'autorité, « l'Europe a toujours fait trop peu, trop tard et elle a ainsi dilapidé son capital de crédibilité ». Même si la Grèce est un « coupable idéal », l'auteur rappelle que les premiers pays à s'être exonérés des timides disciplines budgétaires de l'euro ont été la France et l'Allemagne en 2003, qui ont transgressé les 3% de déficit de Maastricht.

Pour Jean Pisani-Ferry, il n'y a aucune raison que les choses s'arrangent spontanément. Il n'y a pas de solution technique à un problème qui est fondamentalement politique : celui de la création d'un « pouvoir limité » qui superviserait les choix budgétaires des pays de la zone euro. Ce « pouvoir limité » devrait exercer un contrôle a priori sur les totaux des recettes et des dépenses publiques des États-membres, et sur les déficits. Ce pouvoir, qui n'est pas qualifié de « fédéral » pour ne pas faire peur, ne regarderait pas à l'intérieur des budgets : chaque État pourra continuer à préférer l'éducation ou la défense, l'impôt

progressif ou la taxe sur les tabacs et alcools. À l'évidence, ce « pouvoir » empiètera directement sur la responsabilité des Parlements nationaux et devra lui aussi être soumis à un contrôle démocratique (qui n'est pas précisé : Parlement européen ?).

Ce « pouvoir limité », quand il existera, ne résoudra qu'un des trois problèmes : celui de la discipline des budgets de fonctionnement des États.

Pour empêcher les bulles de crédit privé, on sent que la Banque centrale Européenne devrait (comme une Banque centrale nationale) surveiller chaque banque, la laisser payer ses erreurs d'investissement spéculatifs, mais aussi apporter une garantie de dernier ressort pour préserver les dépôts des épargnants et maintenir les crédits aux PME.

Enfin, pour réduire les écarts de compétitivité entre les pays du nord de l'Europe et ceux du sud, rien ne remplacera les efforts de chaque peuple et de chaque État. Il est discrètement suggéré que le « pouvoir limité » pourrait émettre des Euro-obligations finançant des investissements dans les infrastructures de transports, de communications et d'énergie, dont les pays de la Méditerranée et de l'Est pourraient bénéficier.

Disons que l'Euro boite avec un pied-bot. C'est une malformation de naissance qui s'opère fort bien. Les deux chirurgiens qui ont la capacité de créer ce « pouvoir limité » à l'échelle de l'Euroland sont l'Allemagne et la France. Jean Pisani-Ferry, qui dirige le « think tank » Bruegel à Bruxelles, connaît bien l'Allemagne. Il nous dit que « l'Allemagne prend l'Europe au sérieux », mais qu'elle refuse l'idée facile selon laquelle l'Allemagne paiera les faiblesses de ses voisins.

« Le choix pour la France est de savoir si elle souhaite être ce partenaire à toute épreuve de l'Allemagne ou si les doutes qu'elle nourrit sur elle-même et sur sa place en Europe la conduisent à préférer la dérobade. »

C'est bien dit. Ce n'est certainement pas en réunissant un « sommet social » solennel et en se bornant à mettre 500 millions d'euros supplémentaires sur la table que le chef de l'État montre le chemin de la rigueur et de l'ambition.

Ce n'est pas en se repliant sur l'Hexagone, dans une économie protégée avec un franc dévalué, que l'on trouvera la solution. La France du Front national deviendrait un pays de vieux rances et racistes, les jeunes les plus talentueux se créant un futur à l'étranger.

Si la France veut être une partenaire et non une vassale de l'Allemagne, ses citoyens devront faire des choix clairs et justes pour réduire progressivement les déficits publics (en jouant des recettes comme des dépenses). La finance productive devra l'emporter sur la finance spéculative. La fabrication industrielle sur le territoire français de produits de moyenne ou haute technologie devra bénéficier de tous les soutiens publics et attirer les talents par des rémunérations correctes.

La France est à mi-chemin entre l'Europe du Sud en crise et l'Europe du Nord en sursaut. Qu'elle prenne le chemin le plus ardu et le plus prometteur, celui de la social-démocratie du Nord !

Christian Sautter